

L'Algérie : le prix d'une cruauté et d'une oppression sans fin

L'Algérie tient une place importante dans la propagation de l'islam en Afrique du Nord, mais a été meurtrie par le chaos social et politique depuis de nombreuses années. Les racines du conflit en Algérie, dont le monde a pris l'habitude d'en entendre parler lors de la dernière décennie, remontent à loin.

L'occupation française en Algérie

L'Algérie a vécu dans la paix et la sécurité durant la domination ottomane du 16^{ème} au 19^{ème} siècle. Toutefois, l'Empire ottoman ayant commencé à s'effondrer, les puissances coloniales se sont partagé le monde musulman. Une de ces terres était l'Algérie. En 1827, les troupes françaises composées de 37 000 hommes ont envahi le pays. L'Algérie comptait beaucoup aux yeux des Français en raison de ses importants gisements de pétrole et de sa position stratégique en tant que port de la Méditerranée. Le pays est devenu colonie française en 1830 et resté sous tutelle durant les 132 années qui ont suivi.



Pour les colonialistes, les Français considéraient les peuples des nations étrangères comme des êtres humains de seconde catégorie (des "indigènes", et ont ainsi mis en place un système basé sur la répression et la violence, exercées également dans les autres colonies. Une campagne d'assimilation culturelle avait commencé. D'abord, il était interdit d'enseigner la langue arabe. Cette politique avait pour but de détruire l'identité nationale et le patrimoine culturel des habitants. Plus tard, l'Algérie a été entièrement dépendante économiquement envers la France et la structure politique du pays a été remodelée selon les intérêts des Français.

La première résistance algérienne face à l'occupation française a été menée par l'émir Abd-el-Kader, gouverneur de Mascara, en 1832. Des milliers d'Algériens ont péri durant la lutte, et les Français ont dominé l'ensemble du pays. Tout au long de la période qui a suivi le soulèvement, aucune force n'était capable de maîtriser la colère des habitants contre leurs colonisateurs. Un certain nombre de mouvements indépendantistes influencés par la politique de violence et de répression ont été sauvagement mis à sac. Le statu quo dans le pays n'évolua pas jusqu'à la moitié du 20^{ème} siècle.

Lors du déclenchement de la Seconde guerre mondiale, l'Algérie est entrée dans une ère nouvelle. L'Allemagne nazie a d'abord occupé la France et ensuite l'Algérie. Beaucoup de citoyens algériens ont été arrêtés par les Allemands dont la plupart furent tués ou envoyés dans des camps de concentration. Quand les Alliés ont mis fin à l'occupation allemande en 1942, ces intellectuels algériens qui ont cru à l'avènement d'une nouvelle ère démocratique en Algérie se sont vite rendus compte qu'ils ont été trompés. En 1943, un groupe mené par Ferhat Abbas a proposé aux Alliés de mettre un terme au colonialisme en faveur d'un État indépendant après la guerre muni d'une nouvelle constitution et laissant le droit aux Algériens de diriger le pays puis de libérer les personnes emprisonnées pour leurs croyances. Les Algériens, qui ont longtemps lutté aux côtés des Alliés contre les Allemands, ont pensé que leurs revendications seraient acceptées mais qui ont toutefois été rejetées. En outre, une nouvelle vague de massacre s'est faite sentir.

Les célébrations de la fin de la guerre durant laquelle une grande foule brandissait le drapeau algérien le 8 mai 1945 se sont terminées en une terrible effusion de sang. Les troupes françaises ont tiré sur ceux qui portaient les drapeaux, et 40 d'entre eux ont été impitoyablement massacrés. Cette rencontre avait suscité des réactions des autres musulmans dans le pays. La protestation s'est amplifiée, et la France a décidé de recourir à la force. Les soldats français ont commencé à tirer au hasard sur des civils. Selon les sources américaines, il y aurait eu 45 000 musulmans morts durant le massacre qui a suivi. Plusieurs autres personnes ont été blessées. Cet incident,

communément appelé massacre de Sétif et Guelma, avait été suivi d'autres actes répressifs perpétrés par les Français. Toute activité politique était interdite. Des milliers d'Algériens ont été arrêtés sans raison. Les Algériens venaient de prendre conscience d'une autre facette de la cruauté exercée par les puissances coloniales.

Au cours de la décennie qui avait suivi le massacre de Sétif et Guelma, les mouvements pro-indépendantistes sont arrivés à échéance. Un avis publié par les forces de la résistance le 1^{er} novembre 1954 avait exhorté le peuple algérien à se lever pour la liberté et l'indépendance. Le Front de libération nationale (FLN) et l'Armée de libération nationale fondée la même année, ont dirigé le mouvement pour l'indépendance. Le FLN n'était pas un mouvement homogène, et les personnes issues des différentes tendances politiques se sont rassemblées sous son égide. Il s'est réuni au Caire en septembre 1958 et a formé le gouvernement provisoire de l'Algérie.



Bien sûr, la France n'avait pas l'intention d'abandonner l'Algérie en raison de ses riches réserves de pétrole et de gaz naturel. L'émergence potentielle d'un pays musulman riche en ressources naturelles n'était pas tolérée par la France et les autres forces anti-musulmanes. L'administration française estimait que cette évolution aurait un effet domino sur les autres pays musulmans africains, et continuerait encore à tuer des gens. De nombreux villages avaient été brûlés par les Français, et les écoles ainsi que les mosquées détruites, jusqu'au jour où l'Algérie était devenue indépendante. Durant cette période, des milliers de personnes avaient péri, toutefois les Français n'avaient pas hésité à ruiner les Algériens en détruisant leurs récoltes et tuant leurs animaux. Quelques 400 000 pieds de vigne avaient été déracinés et des milliers d'animaux abattus.

Cependant, la France avait finalement accepté le fait que l'Algérie puisse obtenir son indépendance, même si les forces françaises n'avaient jamais hésité à tirer sur d'innocentes femmes, enfants et personnes âgées. En 1959, le président français De Gaulle avait prononcé un discours aux Nations Unies annonçant la possible reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie. Le FLN et la France ont déclaré un cessez-le-feu conformément aux Accords d'Évian, et l'Algérie a finalement obtenu son indépendance en 1962. Les 7 1/2 ans de lutte pour l'indépendance contre la colonisation française en Algérie avaient coûté la vie à 1,5 millions de personnes.

Cette violence exercée par la France vient confirmer l'ignorance et la corruption révélées dans le Coran. Détruire les moyens des populations qui essaient de vivre en temps de conflit, et provoquer des famines pour les empêcher de survivre en les plongeant dans la pauvreté sont toutes des méthodes auxquelles les régimes cruels avaient eu recours à travers l'histoire.

Dès qu'il tourne le dos, il parcourt la terre pour y semer le désordre et saccager culture et bétail. Et Allah n'aime pas le désordre ! (Sourate al-Baqarah, 205)

Nous ne devons pas oublier, cependant, que les gens qui mettent en œuvre ces politiques dans le monde le paieront de leur vie. Le Coran donne la bonne nouvelle aux Musulmans, qui est la suivante :

Cette demeure dernière, Nous la réservons à ceux qui ne recherchent, ni à s'élever sur terre, ni à y semer la corruption. Cependant, l'heureuse fin appartient aux pieux (Sourate al-Qasas, 83)

La souffrance du peuple algérien causée par les tortures des Français

La politique d'oppression impitoyable adoptée par la France pendant la guerre d'indépendance algérienne avait été sauvagement critiquée par un grand nombre d'intellectuels français, et des initiatives civiles avaient été prises pour mettre un terme à cette tyrannie. Cette violence décrite dans les pages poussiéreuses de l'histoire durant laquelle l'Algérie avait finalement accédé à l'indépendance avait été récemment remise à l'ordre du jour par les récentes déclarations des commandants qui avaient servi le pays.

La politique de l'administration française en Algérie a été très franchement et successivement exposée par Jacques Massu, commandant de l'état d'urgence à l'époque :

"Torture ? Bien-sûr que nous torturons. Certains de la presse nous avaient causé quelques problèmes. Mais comment voulez-vous que l'on agisse autrement ?"

Les impressions de Jacques Duquenne, correspondant au journal *La Croix* à l'époque, son encore plus terrifiantes :

« La question de la torture et les disparitions pèsent constamment sur votre esprit, et l'on n'entend plus jamais parler des femmes et des hommes détenus. La pratique des organes qui sont jetés dans la mer est bien connue. Le nombre est généralement estimé à environ 3.000 même si le maire d'Alger, Jacques Chevallier, en annonce 5.000. Le viol et la destruction de villages entiers étaient les principaux moyens exercés par les troupes françaises. Un soldat avait raconté comment chaque matin un infirmier devait traiter les personnes qui avaient été torturées par son unité tout au long de la nuit. **La technique la plus répandue était l'injection des décharges électriques sur tout le corps, même sur les organes sexuels des hommes et des femmes. D'autres méthodes de torture avaient pour intention de conduire à la mort.** Des tuyaux en caoutchouc étaient placés dans la bouche des victimes afin que l'eau soit acheminée, leurs ongles avaient été arrachés, des personnes étaient suspendues pendant des heures par leurs poignets de sorte que leurs pieds ne touchent pas le sol. Il y avait encore d'autres méthodes. Il n'est pas facile d'écrire ces choses. Je n'ai fit que répéter une partie de ce que je sais.

Qu'est-ce qui a changé avec l'indépendance ?

L'Algérie a gagné son indépendance en 1962, bien que cela ait très peu changé pour le peuple musulman. Avec la déclaration d'indépendance, le FLN pris le pouvoir et s'est transformé en une organisation intimement liée à la colonisation française. Selon une tradition fréquemment répandue dans le monde musulman au 20^{ème} siècle, le parti installe un régime oppressif. Les dirigeants de ce régime avaient exploité les richesses naturelles du pays quand ils exerçaient le pouvoir. Comme les dirigeants du FLN et ses partisans s'étaient enrichis, les gens devenaient de plus en plus pauvres. Dans les années 1990, le taux de chômage était passé à environ 70 %. Cependant, toute la pression et les politiques oppressives exercées envers la population musulmane constituaient les germes de la propre destruction du régime.

Tous ces développements en Algérie avaient conduit aux manifestations populaires, aux boycotts et aux protestations à travers lesquels la population avait exprimé sa colère. De plus en plus de voix avaient appelé à la liberté, un système pluripartite pour remplacer le seul parti unique. Finalement en 1989, un système pluripartite était formé.

Des élections générales avaient eu lieu le 26 décembre 1991. Le vote devait se dérouler en deux tours, et les résultats du premier tour étaient annoncés le 30 décembre. Le Front Islamique du Salut (FIS) avait obtenu une majorité écrasante, remportant 188 des 232 sièges du Parlement. Le parti majoritaire n'avait réussi à gagner que 15 députés. Le second tour était considéré comme une simple formalité. Il était certain que le FIS serait victorieux.

Toutefois, le régime oppressif dans le pays avait empêché que cela se produise. L'armée, dirigée par le chef d'État-major Nezzar Khalid, avait pris le pouvoir par un coup d'État militaire. Des articles de presse étaient pris en flagrant délit de publication de fausses informations pour « justifier » le coup d'État. Avant l'annonce des résultats du premier tour, le Premier ministre avait

déclaré que le vote s'était déroulé dans le calme, la tranquillité et la sécurité. D'autre part, après que les résultats aient été dévoilés, il avait fait une déclaration affirmant que le scrutin « n'avait pas eu lieu de façon libre et honnête », prétendant ainsi que le FIS avait soit trompé soit eu recours à la force.

Le développement du coup d'État était également intéressant. Les événements qui se sont déroulés avaient montré que tout était planifié à l'avance. Après le coup d'État, et contrairement à l'impression qui avait été donnée au reste du monde, les musulmans n'avaient pas entamé une « guerre civile ».

Qui a dirigé la guerre civile en Algérie ?

La guerre civile n'avait qu'un seul but : détruire le pouvoir des musulmans, même s'il fallait passer par l'extermination physique. C'est pourquoi le cas des musulmans assassinés par les escadrons de la mort n'a jamais été élucidé. Selon le témoignage d'un agent de police algérien, qui avait admis ce qui s'était passé, des équipes spéciales frappaient aux portes des musulmans pris pour cible, puis avaient ouvert le feu quand la porte était ouverte. Le professeur Abdelhamid Brahim, Premier ministre de 1984 à 1988, avait parlé des méthodes employées durant la guerre déclarée contre les musulmans :

Le peuple algérien était blessé dans sa dignité depuis le coup d'État de janvier 1992 ; Une masse d'arrestations arbitraires de personnes innocentes, y compris les enseignants ; les gens étaient envoyés sans procès dans des camps d'internement ou jetés en prison dans des conditions de détention inhumaines. En outre, des jeunes algériens étaient tués chaque jour sans aucune raison évidente par des escadrons de la mort, seulement parce qu'ils représentaient un danger potentiel pour le régime.

Dans son article du 16 novembre 1997 intitulé "Nous accusons 80 000 fois", John Sweeney, journaliste du quotidien britannique *The Observer*, a soutenu les propos tenus par M. Brahim. Sweeney, était particulièrement intéressé par l'Algérie et avait exprimé ses points de vue sur cette tuerie dans le pays après avoir interviewé les habitants qui y avaient assisté de leurs propres yeux :

[...] « Le poids de la preuve accuse l'État algérien. Environ 80 000 personnes étaient assassinées depuis la fraude venant des généraux lors des élections de 1991. Le gouvernement le pouvoir est corrompu, haï et reste au pouvoir via un régime de terreur. Comme le prouve Amnesty International, Human Rights Watch, la Fédération internationale des droits de l'homme, Reporters sans frontières, l'État algérien avait bien pris les médias sous son contrôle... ».

Sweeney avait reçu une réponse de la part du monde entier à la suite de son entretien avec un algérien qui travaillait pour la police secrète, durant laquelle certains pays occidentaux étaient montrés du doigt, la France notamment, considérée comme étant responsable de la mort brutale des personnes innocentes. Ses rapports et ses impressions de première main montraient que l'État était l'instigateur de cette terreur en Algérie. Bien que tout le monde soit conscient de cela, personne n'avait réagi, préférant éviter d'en parler à tout instant. En d'autres termes, "l'Etat algérien et ses amis occidentaux préféraient agir à la faveur de l'obscurité".

Les vrais responsables de ces meurtres

Sweeney avait donné trois exemples de meurtres distincts dans cet article, révélant ainsi les vrais responsables qui étaient attribués aux musulmans. Le premier de ces événements s'était déroulé en juillet 1994. Ce jour-là étaient réunis les puissances occidentales du G7 à Naples et durant lequel sept marins italiens étaient égorgés dans un port algérien, soit- disant par des extrémistes musulmans. La presse occidentale avait immédiatement et violemment condamné les « musulmans radicaux » prétendument tenus responsables de ces actes.

Cependant, Youssef, l'algérien de la police secrète utilisée par Sweeney en tant que source, avait une vision différente de l'attaque perpétrée dans l'Ouest algérien. Il déclarait que les assassins étaient ses collègues de la police secrète. Aussi surprenant soit-il que ce port se situait dans une zone militaire protégée par une base navale. Sweeney a attiré l'attention sur le caractère exceptionnel de ces événements :

Jenjen était, lors du massacre, un chantier naval très surveillé intégré dans une zone militaire, disposant d'une caserne de la marine à quelques mètres du navire, où les Italiens furent massacrés. Si les extrémistes étaient les meurtriers, ils auraient passé le contrôle militaire sans se faire remarquer par les gardes, tranché la gorge à l'équipage italien, pris les 600 tonnes de marchandises qui s'y trouvaient en toute tranquillité.

Le deuxième exemple apporté par Sweeney dans son article n'était pas moins étonnant :

En 1975, une série de bombes avaient explosé dans Paris. **Les extrémistes musulmans étaient accusés à tort par les Occidentaux.** Youssef nous a dit que les généraux Toufik et Smâin, commandants de la police secrète algérienne avaient planifié les attentats dont l'opération était contrôlée à partir de l'ambassade d'Algérie à Paris. Après les attentats, il était demandé à Jean-Louis Debré, alors ministre français de l'Intérieur, lors d'un déjeuner officiel si la police secrète algérienne était derrière ces attentats. Il avait déclaré : « La sécurité militaire algérienne voudrait nous faire remonter vers une mauvaise piste pour que nous puissions éliminer les personnes qui les dérangent. »

Le troisième exemple dans cet article révèle l'étrange façon dont les événements se sont déroulés :

En 1997, trois grands massacres étaient perpétrés au sud d'Alger. Ces événements avaient eu lieu dans une zone fortement surveillée, entourée de casernes de l'armée. Il avait fallu beaucoup de temps pour trancher la gorge de 200 personnes. Personne n'avait été porté devant les tribunaux algériens pour l'un de ces grands massacres. Les assassins, le régime l'admet, sont restés impunis.

Un incident similaire à ceux décrits par John Sweeney était rapporté dans un magazine turc. Ce document contenait des déclarations des témoins d'un massacre perpétré en Algérie dans la région de Sidi Moussa qui a causé la mort de 300 personnes.

Le fait que le massacre de Sidi Moussa n'a pu être évité au moyen d'une intervention militaire, région qui se trouvait pourtant à proximité d'une caserne, qui avait notamment duré près de cinq heures, est clairement l'aspect le plus surprenant de toute cette affaire. Les déclarations des survivants du type « Nous avons crié au secours, les forces de sécurité se trouvaient à proximité, mais les pompiers étaient venus nous aider en début de matinée », et les flammes ainsi que la fumée sortaient de la maison, et le fait que le son des armes automatiques n'avait pas réussi à attirer l'attention des forces de sécurité, sont des preuves suffisantes du vrai responsable de cet assassinat.

Abdelhamid Brahimi et John Sweeney ne sont pas les seuls à émettre un avis similaire sur la question des massacres de civils en Algérie. De nombreux experts, qui ont suivi les évolutions du pays, s'accordent sur la thèse que le gouvernement algérien, soutenu par la junte, est derrière ces meurtres et ces actes de terrorisme. Parmi eux, se trouve au sein de la Rand Corporation Graham Fuller, ancien agent de la CIA. Fuller considère les unités militaires comme étant responsables des actes terroristes menés en Algérie, ainsi que des bombes qui avaient explosé à Paris, et décrit donc leur intention de manipuler l'opinion publique mondiale. Il affirme que les agences de renseignement occidentales savent tout ce qu'ils manigancent pour essayer d'influencer l'opinion publique en propageant la désinformation.

Un autre fait qui apporte des indices, à savoir que la plupart des généraux de la junte tenue pour responsable des massacres avaient servi à un moment ou à un autre dans l'armée française. Ces personnes étaient en service dans l'armée française pendant la guerre d'indépendance de l'Algérie, en d'autres termes, ils collaboraient avec les Français. Le chef d'État-major de l'armée algérienne Mohammed Amari par exemple, était un officier de l'armée française. Il avait rejoint l'armée algérienne peu avant que l'indépendance ait été proclamée. Aussi, parmi les officiers de l'armée française, le général Toufik et le leader du coup d'État et ancien ministre de la Défense, le général Khalid Nezzar, avaient été à la tête de la Direction générale du renseignement.

Ajoutée à tout cela, l'explication du Premier ministre sur le fait que tous les actes de terrorisme sont perpétrés par les musulmans, alors que ces derniers savent qu'ils ne peuvent atteindre leurs objectifs en tuant, attire l'attention sur un autre élément. Après avoir dit cela, Brahimi a souligné que c'était d'anciens membres de l'OAS, une organisation de contre-guérilla mise en place pour s'opposer à l'indépendance algérienne en 1962 en réalité dirigée par l'administration française, qui étaient responsables de cette terreur en Algérie.

Parallèlement à tout cela, il est clair que les groupes musulmans d'Algérie qui se livrent à des attaques terroristes contre des civils sont sur le mauvais chemin. Comme nous l'avons dit, ces méthodes sont contraires à l'Islam. L'Islam recommande aux Musulmans de toujours appliquer des méthodes pacifiques, et si la guerre devient un dernier recours, l'Islam privilégie la protection de la vie et des droits des civils innocents qui ne participent pas aux combats. En dehors de cela, toutes les méthodes de "lutte" qui utilisent la violence sont une violation injustifiée de l'Islam. Les Musulmans d'Algérie doivent être sensibles à ces événements et mener leur lutte non pas par les armes, mais avec leur culture, leur savoir et leur raison. Dans ce cas, on peut espérer que le sang et les larmes versés en Algérie peuvent être remplacés par la paix et la sécurité.

<https://www.harunyahya.info/fr/articles/lalgerie-le-prix-dune-cruaute-et-dune-oppression-sans-fin>